

Séance du 15 décembre 2025

Date de la convocation : 11/12/2025

**Membres en
exercice : 19**

Le quinze décembre deux mille vingt-cinq à 18 heures 30 l'assemblée
régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Francis
SAINT-LEGER,

Présents : 15

Présents : Maxime ATGER, Joseph BEAUFILS, Claudine
BESSIERE, Michel BONNAL, Céline DELMAS, Gisèle GERBAL,
Lydie JOURDAN, Jacqueline LIZZANA, Patrice MONTEIL, Francis
SAINT-LEGER, Gilbert SALLES, Yvan VELAY, Gaëlle COULOMB,
Christophe BRUN, Serge .BRUGUIER

Votants : 15

Pour: 15

Contre: 0

Abstentions:0

Représentés :

Excusés :

Absents : Kristelle BILLARD, Geneviève FABRE, Bernadette
GAILLARD, Patrice SAINT-LEGER

**Secrétaire de
séance :**

Jacqueline LIZZANA

**DE_069_2025 - Objet : Création d'un poste d'adjoint technique à
temps non complet (4 heures hebdomadaires) au 1er janvier 2026**

- Vu le Code Général de Collectivités territoriales
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations
des fonctionnaires
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut de la Fonction
Publique Territoriale et notamment l'article 34
- Vu le budget de la collectivité
- Vu le tableau des effectifs existants
- Considérant qu'il convient de créer un emploi permanent d'adjoint technique
à raison de 4 heures hebdomadaire (temps non complet) afin d'assurer le
bon fonctionnement des services communaux


Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

1. De créer un poste d'adjoint technique à temps non complet, 4 heures
hebdomadaires, à compter du 1^{er} janvier 2026
2. De valider le tableau des emplois ainsi modifié
3. Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité.

La Secrétaire,



Pour copie conforme,
Le Maire,



Date de transmission de l'acte: 16/12/2025
Date de réception de l'AR: 16/12/2025
048-200085223-DE_069_2025-DE

Jacqueline LIZZANA

Francis SAINT-LEGER

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication, par courrier postal ou par le biais de l'application informatique « Télérecours », accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>

A G E N